
L'inflation de la labellisation " bas-carbone " et ses impacts sur la transition énergétique en Guadeloupe : enjeux et perspectives.

Yoran Tymen*¹

¹Laboratoire caribéen de sciences sociales – Université des Antilles (Guadeloupe) – France

Résumé

La proposition vise à montrer comment les élus territoriaux de la Guadeloupe mettent en avant leur démarche de transition énergétique, en phase avec les attentes des autorités gouvernementales, dans un contexte de renforcement de la décentralisation des compétences énergétiques depuis l'Accord de Paris (LTECV). En effet, si la Guadeloupe est pionnière en termes d'expérimentations énergétiques grâce à son habilitation législative (2009) et à l'établissement d'une PPE-ZNI (2016) à dimension régionale, le modèle énergétique français reste malgré tout largement centralisé. L'État se reconfigure et use de sa capacité à " gouverner à distance " les ambitions territoriales de transition bas-carbone. C'est le cas de l'instrumentation multi-niveaux, liée aux appels à projets et à la labellisation de certaines initiatives territoriales (DIVD/TEPCV) portées par les collectivités guadeloupéennes et les acteurs du secteur de l'énergie. Malgré des résultats à relativiser sur la décarbonation régionale et l'inflation grandissante de la labellisation, ce " cadrage à distance " ne fait l'objet d'aucune évaluation. Il semblerait que le marketing territorial et national offert par ce type d'instrument dilue en réalité les difficultés du territoire à impulser ses obligations " d'autonomie énergétique à horizon 2030 "

Mots-Clés: Transition énergétique, Guadeloupe, gouvernance à distance, labellisation, décentralisation, appels à projets, zones non, interconnectées.

*Intervenant